

Confirmera-t-il qu'il vient de garantir aux Japonais l'accès à 22 p. 100 du marché canadien et qu'il n'a pas obtenu, contrairement aux Américains, de garanties de production au Canada? Le ministre ne s'est-il pas rendu au Japon pour dire aux Japonais: «Si vous voulez avoir accès au marché canadien, c'est parfait, mais si vous voulez vendre aux Canadiens, vous devez créer des emplois au Canada, comme vous le faites aux États-Unis»?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, étant donné la ville que représente le député, j'aurais pensé qu'il avait une meilleure idée des tendances de l'industrie automobile. Comme il a parlé de tendances, il doit savoir que les importations et les expéditions d'automobiles dans la première moitié de l'année sont toujours supérieures à celles de la deuxième moitié de l'année. Il devrait prendre le temps de vérifier cela et revenir un autre jour me poser la même question, s'il le désire.

Laissez-moi dire ensuite qu'il utilise un type de nouvelles mathématiques dont nous n'avons pas encore entendu parler, lorsqu'il essaie de démontrer que l'accord que nous avons conclu signifiera l'entrée de plus d'automobiles japonaises sur le marché pendant l'année. Statistiquement, cet accord pour la période de six mois représente une importation de 11,000 véhicules de moins que pendant la même période de six mois l'année dernière, époque où les expéditions sont toujours les plus fortes. Qu'il mette ça dans sa poche et son mouchoir par-dessus.

Des voix: Bravo!

M. Regan: Je voudrais également dire au député qu'il ne s'agit là que d'un accord provisoire. Nous voulions un accord provisoire parce que l'ancien avait expiré le 31 décembre. Nous poursuivons nos entretiens avec les Japonais sur la coopération industrielle. Nous cherchons surtout à obtenir une plus grande proportion de fabrication chez nous. D'ailleurs, Toyota a déjà accepté d'ouvrir une fabrique de roues en Colombie-Britannique...

• (1430)

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Regan: ... mais nous cherchons à obtenir davantage.

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Madame le Président, ce n'est pas la première fois que les libéraux applaudissent l'ignorance.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: A Windsor, à Oakville, à Oshawa, à Toronto et au Québec, 14,000 ouvriers de l'automobile ont été mis à pied, ils ne seront pas pleinement satisfaits de l'accord que le ministre vient de conclure avec le Japon.

Questions orales

L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, comment se fait-il que, par le passé, les Américains aient été en mesure d'obtenir des accords de production d'automobiles et de camions et, pas plus tard qu'hier, la seule compagnie Toyota ait accepté de créer, en collaboration avec General Motors, 12,000 emplois supplémentaires, alors que le ministre se rend à Tokyo et, après tous ses pourparlers, revient sans aucune bonne nouvelle à annoncer aux travailleurs canadiens?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, j'ai dit au député que nous avons déjà un accord avec le Japon sur l'implantation d'une fabrique de roues en Colombie-Britannique. Nous considérons cela comme un simple début.

Il est certain que tous les Canadiens doivent accorder une haute priorité à la coopération industrielle avec les Japonais, car ceux-ci ont prouvé qu'ils ont pas mal de succès sur le marché de l'automobile. Il n'y a pas de doute que les États-Unis, qui ont un marché dix fois plus grand que le nôtre, ont plus de moyens de faire valoir leurs intérêts, mais pas en proportion de leur importance si vous comparez les deux marchés.

En ce qui concerne les travailleurs canadiens de l'automobile mis à pied, ils seront beaucoup plus satisfaits des efforts que je fais pour réduire le nombre de voitures importées que des grandes phrases creuses qu'utilise le député.

Des voix: Bravo!

* * *

PETRO-CANADA

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT SUR LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans un discours qu'il a prononcé hier à Toronto, le président de Petro-Canada a recommandé au gouvernement de renoncer à sa politique énergétique et de s'aligner sur le prix mondial pour le pétrole brut. Comme Petro-Canada est une fenêtre de plusieurs milliards de dollars ouverte sur l'industrie ainsi que la voie par laquelle le gouvernement fait connaître sa politique, le ministre peut-il nous dire si le président de cette société a fait approuver son discours par le gouvernement avant de le prononcer? Dans la négative, le ministre voudrait-il bien dire à la Chambre à quoi servait ce discours, puisque le président de Petro-Canada peut très bien faire connaître ses vues au gouvernement par téléphone?

Le président de Petro-Canada cherchait-il à lancer un ballon d'essai pour le gouvernement ou à provoquer un changement d'opinion publique, de façon à permettre au gouvernement de renoncer à ses promesses électorales sans en subir les conséquences qui s'ensuivraient autrement?